



HAL
open science

Leçon d'histoire à l'italienne

Benoit Thomas Grevin

► **To cite this version:**

Benoit Thomas Grevin. Leçon d'histoire à l'italienne. Isabella Lazzarini. L'Italie des Etats territoriaux XIIIe-XVe siècle, éditions de l'EHESS, pp.13-28, 2024, EHESS Translations, 978-2-7132-3375-3. hal-04799645

HAL Id: hal-04799645

<https://hal.science/hal-04799645v1>

Submitted on 23 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Preprint de :

Benoît Grévin, « Leçon d'histoire à l'italienne », dans Isabella Lazzarini, *L'Italie des États territoriaux XIII^e-XV^e siècle*. Traduit de l'italien par Michèle Grévin. Présenté par Benoît Grévin et Michèle Grévin, Paris, EHESS Translations, 2024, p. 13-28

(La pagination de la préface dans le livre publié est indiquée entre crochets. Quelques différences stylistiques mineures existent entre ce preprint et la version publiée).

[p. 13] Leçon d'histoire à l'italienne

Présenter une traduction française de *L'Italia degli Stati territoriali. Secoli XIII-XV* (Rome, 2003) ce n'est pas seulement rendre hommage à la capacité de modélisation d'une historienne qui, pressentie il y a vingt ans pour créer à l'usage des étudiants italiens une synthèse sur l'évolution politique de la Péninsule entre 1250 et 1500, réussit en un véritable tour de force à faire rentrer dans un espace restreint la quintessence des débats et des évolutions historiographiques lointains et récents concernant trois siècles fondateurs de l'histoire péninsulaire, tout en proposant une interprétation originale des évolutions politiques des sociétés italiennes à la fin du Moyen Âge et à la Renaissance. C'est aussi s'interroger, en préparant les lectrices et lecteurs francophones à sa lecture, sur ce qu'a signifié et ce que signifie encore la spécificité des approches italiennes du séculaire débat sur l'évolution de l'Europe politique et la naissance de l'État moderne — et l'on verra qu'Isabella Lazzarini remet en cause jusqu'à la validité heuristique du concept d'État dans l'Italie d'avant 1500. C'est enfin, à travers son refus d'enfermer l'analyse historique dans un évolutionnisme trop « téléogisant », et l'invocation des outils d'une histoire totale — textuelle, communicationnelle, en réseaux, comparée, sociale, constitutionnelle —, innervée par les sciences sociales, affronter la définition même de l'histoire politique et des buts qu'elle se propose, en écartant la tentation d'un grand récit au profit d'une approche multipliant comparaisons, jeux d'échelles, perspectives, pour arriver à la modélisation la plus fine possible du fonctionnement politique des sociétés italiennes, à la croisée de l'histoire régionale et européenne comparée, de l'histoire textuelle, de l'anthropologie historique, de l'histoire sociale, de l'histoire politique et de l'histoire constitutionnelle.

En dépit d'une certaine familiarité réciproque due à l'attention des chercheurs italiens pour la recherche francophone du XX^e siècle, tout comme au tropisme italien d'une fraction non négligeable de l'historiographie médiévale française,

[p. 14]

en dépit de la communauté d'une partie importante des thèmes étudiés de part et d'autre des Alpes, il s'en faut en effet de beaucoup, malgré divers efforts de traduction¹, que toutes les spécificités de la recherche historique transalpine passée et présente aient été perçues dans l'espace francophone, notamment en ce qui concerne l'histoire politique². L'historiographie italienne déroute, en France, pour de multiples raisons. L'obsession régionaliste, voire microrégionaliste, liée à la fois à la richesse des sources et au rythme même d'une histoire et d'une culture conditionnées par un polycentrisme structurel, une unification tardive et une multipolarité persistante, configure l'historiographie d'une manière qui peut paraître labyrinthique au chercheur étranger, et crée souvent un écran entre la réflexion de pointe et la synthèse, laquelle n'est pas toujours aussi valorisée que dans l'espace francophone ou anglophone. Le rapport aux « sciences auxiliaires » de l'histoire médiévale et renaissante (codicologie, paléographie, diplomatique, philologie latine et romane...) ou aux disciplines spécialisées à forte spécificité méthodologique et conceptuelle (histoire du droit) est également différent. En dépit de leur valorisation à l'échelle européenne depuis le « tournant linguistique » (linguistic turn) des années 1990, l'intégration des « sciences auxiliaires » à la recherche historique ne se fait pas selon les mêmes modalités en France et en Italie, pour des raisons culturelles et historiographiques. Dans ce dernier pays, le prestige bien supérieur des études latines, romanes et paléographiques, une sensibilité globalement différente à la philologie, mais aussi une proximité souvent plus forte avec l'histoire du droit chez les médiévistes, pour des raisons liées au poids du notariat et à l'importance de la renaissance du droit romain dans le contexte médiéval péninsulaire, ont créé les conditions d'une intégration particulièrement forte des apports de ces disciplines dans le discours historique, comme en témoigne la place donnée aux études d'Armando Petrucci dans ce volume³. Les modalités mêmes du débat historique, se

¹ On citera en particulier Giovanni Tabacco, *L'Italie médiévale. Hégémonies sociales et structures du pouvoir*, trad. Colette Orsat, Chambéry, Université de Savoie, 2005 trad. de Id., « La storia politica e sociale. Dal tramonto dell'Impero alle prime formazioni di stati regionali », dans *Storia d'Italia, vol. 2. Dalla caduta dell'Impero romano al secolo XVIII*, Turin, Einaudi, 1974, p. 3-274, avec une introduction due à Guido Castelnuovo, Christian Guilleré et Laurent Ripart soulignant le déficit de traductions francophones de travaux de médiévistes italiens à cette date. La remarque est encore pertinente dix-huit ans plus tard, malgré quelques embellies (notamment grâce au remarquable programme de traduction des éditions de l'Université de Grenoble-Alpes, initié à travers la collection « Italie plurielle »).

² Pour un bilan sur les transferts de connaissance et croisements, mais aussi sur les limites des lectures historiographiques croisées franco-italiennes autour de la notion d'État tardomédiéval, de peu postérieur à l'essai d'Isabella Lazzarini, cf. Gian Maria Varanini, « Ricerche sullo stato tardomedievale in Italia e in Francia negli ultimi quarant'anni », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-Age*, 121/2, 2009, p. 301-316.

³ Cf. *infra*, p.###

nourrissant de colloques, mais aussi de controverses touffues, d'apparence technique, cachées dans la sylve des revues d'histoire locale, évoquées non sans humour par Isabella Lazzarini⁴, [p. 15]

et de recensions souvent moins lisses qu'en contexte français, contribuent également à créer un effet d'opacité. Cette opacité renforçait par contraste l'intérêt de traduire *L'Italia degli Stati territoriali* (que nous citerons dorénavant sous son titre français), à la fois essai personnel et tentative réussie de rendre compte de manière panoramique, à un moment d'équilibre, de la richesse des débats conduits en Italie depuis des siècles, mais particulièrement durant le second vingtième siècle, concernant l'évolution des sociétés politiques italiennes entre 1250 et 1500. Si le livre donne sa place à des historiens ayant écrit tout ou partie de leur œuvre en langue anglaise (par exemple Stefan Epstein, James Grubb), et ne néglige pas totalement une historiographie française qui n'apparaît toutefois ici qu'en demi-teinte, il reste en effet avant tout un témoignage du niveau auquel trois générations de chercheurs italiens (chercheurs surtout, quoique pas seulement : Isabella Lazzarini rappelle le caractère très masculin de la recherche historique péninsulaire jusque dans les années 1970⁵, tout en citant régulièrement, entre autres historiennes, Elena Fasano Guarini) avaient hissé la réflexion sur le fonctionnement politique des sociétés italiennes vers l'an 2000. La densité atteinte par ces pages conditionnées par un triple impératif de brièveté, de complétude et d'exigence conceptuelle — une densité qui se sent presque à chaque phrase, et qui a rendu la traduction de cet essai ardue — dit bien l'enjeu de cet effort pour cerner, en équilibre, les acquis d'une saison d'étude particulièrement faste, qui avait enfin réussi à dépasser partiellement les clivages interprétatifs traditionnels concernant l'histoire italienne de ces siècles.

I. Les conditions d'une écriture

Élève de grands maîtres du débat historiographique sur les régimes politiques et sur les cultures d'Italie dans la longue durée du Moyen Âge et de la Renaissance, tel que Giorgio Chittolini ou Marino Berengo, dotée d'une culture polyglotte nourrie par des allers-retours constants avec le Royaume-Uni et par de nombreux séjours en France, dont témoigne sa production largement trilingue, Isabella Lazzarini, mantouane d'origine, enseigne à l'université du Molise, dans le

⁴ Cf. *infra*, p. ###.

⁵ Cf. *infra*, p.###.

Mezzogiorno : elle conjugue donc « septentrionalisme » et « méridionalisme »⁶. Elle a développé ses savoirs d'historienne au cours d'un imposant cycle de recherches (ayant également

[p. 16]

débouché sur d'importants travaux d'édition⁷) sur les pratiques de l'écrit et de la diplomatie dans l'un des « États » italiens mineurs qui survécurent dans la longue durée de l'histoire péninsulaire grâce à des stratégies de spécialisation militaire, de savoir-faire diplomatique et de ce que l'on appellerait aujourd'hui en français le « softpower » culturel : la Mantoue des Gonzague. La place même de ce régime de « signoria » de la plaine padane, survivant grâce à sa capacité de bascule entre les ambitions rivales de la Milan princière, de la Rome papale, de la Venise patricienne et de la Florence « crypto-seigneuriale » des Médicis, tout en entretenant des relations avec le pouvoir impérial et les rois de France, suggère l'un des enjeux majeurs de *l'Italie des États territoriaux*, par définition assez différent des questionnements concernant l'histoire de la France des Valois ou de l'Angleterre des derniers Plantagenêts. Il s'agit d'examiner la Péninsule en tant que système de pouvoirs en équilibre (instable), pour jauger par une approche à la fois réticulaire et comparatiste si ce système « fait bien système », c'est-à-dire pour comprendre jusqu'à quel point, en dépit des particularismes foisonnants d'une société politique multipolaire, il est possible de parler d'une culture politique et d'un système cohérent, d'une « grammaire⁸ », enfin d'inscrire cette constellation dans l'ensemble plus vaste des pouvoirs européens.

Cette interrogation, véritable fil rouge de l'essai, doit être replacée dans le cadre de plusieurs débats historiographiques régulièrement évoqués au fil des pages, dont l'interaction conditionne l'historiographie italienne du bas Moyen Âge (et il faut ici rappeler une différence notable par rapport à l'historiographie française, qui englobe tacitement le quinzième siècle dans ce concept, là où une partie de la recherche péninsulaire peut hésiter à parler de Renaissance ou de Moyen Âge pour le Trecento et le Quattrocento). Le premier de ces débats, peut-être le plus fondamental de l'historiographie italienne en tant que tentative d'appréhension unifiée de l'histoire de la péninsule dans la longue durée, concerne les rapports des « deux Italies ».

⁶ Cf. notamment pour un débouché historiographique de cet enracinement molisan en rapport étroit avec les thématiques de ce livre Isabella Lazzarini, Armando Mirando, Francesco Senatore, *Istituzioni, scritture, contabilità : il caso molisano nell'Italia tardomedioevale*, Rome, Viella, 2017.

⁷ Cf. en particulier Isabella Lazzarini, *Carteggio degli oratori mantovano alla corte sforzesca 1450-1500*, vol. 1-4, Rome, Ministero per i beni e le attività culturali, 1999-2002.

⁸ C'est le terme qui a été choisi par la traductrice pour rendre la *sintassi* ('syntaxe') de l'essai original. Cf. par exemple *infra*, p. ###.

L'Italie du Nord, aux densités urbaines têt impressionnantes, au développement économique « précapitaliste », se construisant autour et à partir de l'expérience originale des régimes communaux des XII^e et XIII^e siècles, puis berceau de l'humanisme, est volontiers considérée comme un foyer de toutes les modernités. L'Italie du Sud, elle, est traditionnellement supposée s'enfoncer dans une stagnation économique et un archaïsme politique constitutifs de ses problèmes futurs à partir de la fin du règne de Frédéric II Hohenstaufen (1198-1250), voire auparavant. Ce débat, déjà vieux en 1980, Isabella Lazzarini, le refuse en choisissant, de manière argumentée, sans minorer les différences structurelles (urbanisation faible ou forte, par exemple),

[p. 17]

de privilégier comme d'autres historiens de sa génération les éléments qui font entrer de plain pied le Mezzogiorno continental du royaume de Naples et celui, insulaire, de la Sicile aragonaise, dans un « système de pouvoirs » italien, dans le sillage des travaux sur les sociétés et cultures politiques siciliennes et napolitaines d'historiens tels qu'Igor Mineo et Pietro Corrao, abondamment cités. Les royaumes (ou le royaume, selon les périodes) du Sud apparaissent bien dans cette optique, aux XIV^e et XV^e siècles, comme des pièces du jeu global italien, avec lesquels ils partagent un langage commun, même s'ils en représentent une variante monarchique qui possède de fortes spécificités, tout comme les parties de l'Italie centrale contrôlées par le pouvoir papal.

Intimement lié au premier, le second débat concerne les régimes communaux développés en Italie centro-septentrionale aux XII^e et XIII^e siècles en tant que pouvoirs politiques autonomes (n'existant pas en Italie du Sud sous une forme aussi achevée) dont les complexes mutations au cours des XIV^e et XV^e siècles (à travers l'évolution en *signorie* et en États princiers, l'englobement dans des « États territoriaux » toujours plus vastes, la disparition, ou la continuation sous des formes altérées, comme à Florence) scandent l'histoire de l'Italie, de la Toscane à la plaine lombarde. Le débat sur la nature de ces régimes (laboratoires politiques incluant une participation d'une partie non négligeable et changeante des populations, ou au moins de leurs « élites », selon des modalités complexes) et sur leur évolution conditionne l'historiographie depuis Sismondi⁹, avec la tentation de voir dans la « décadence » de ces régimes l'éloignement d'un idéal « proto-démocratique » entraînant une régression vers des régimes « princiers », dans un fort écho avec les débats politiques du XIX^e et du premier XX^e siècle. Ce n'est pas par hasard qu'une réhabilitation partielle des seigneuries des XIV^e et XV^e

⁹ Jean de Sismondi, *Histoire des républiques italiennes du Moyen Âge*, Zurich, Gessner, 1807-1818.

siècles apparut pour la première fois à l'orée de l'époque fasciste, dans un climat valorisant le dépassement des clivages par l'exaltation d'une politique de modernité contrôlée. Commençant son analyse en 1250 (mais tenant largement compte des époques précédentes), l'*Italie des États territoriaux* doit tenir compte de cet arrière-plan historiographique, qu'elle résume d'ailleurs de manière limpide.

Il est d'autant plus difficile à neutraliser qu'il se mêle à un troisième débat, d'une rare complexité et, lui, encore largement irrésolu, concernant la signification de l'ensemble de mutations communicationnelles et culturelles que l'on a coutume de regrouper sous le nom d'humanisme (et plus généralement de Renaissance) du point de vue du développement d'une nouvelle société, mais aussi de nouvelles formes politiques italiennes aux XIV^e et tout particulièrement au XV^e siècle. Isabella Lazzarini le souligne, l'aporie consistant à étudier sous tous les angles les répercussions culturelles

[p. 18]

de la Renaissance sans nécessairement les lier à l'examen des changements politiques péninsulaires qui en sont contemporains persistait largement au début des années 2000, en grande partie parce que l'humanisme s'est construit comme une stratégie d'affirmation fondée sur une technique communicationnelle et sur l'imposition de nouveaux codes linguistiques et stylistiques, entraînant des effets de miroirs et de rétroaction particulièrement complexes. Le mythe de la Renaissance se reflète, à travers ses effets déformants, chez les historiens, bien au-delà de l'art et de la littérature, avec une force encore aujourd'hui très sensible dans les historiographies de langue italienne, comme anglaise. Même si certains des chercheurs étudiant les constructions politiques italiennes du bas Moyen Âge de la génération précédant celle d'Isabella Lazzarini se sont particulièrement distingués dans l'étude de l'interaction entre l'humanisme et l'histoire politique (on pense en particulier aux travaux de Riccardo Fubini, souvent invoqué dans l'essai), le risque d'une approche non suffisamment historicisée de certains aspects de ce phénomène reste latent¹⁰. Or l'enjeu est ici d'autant plus délicat que les discours humanistes, notamment ceux élaborés dans le cadre florentin, conditionnent pesamment, jusqu'à aujourd'hui, une partie non négligeable de l'historiographie concernant la signification des structures politiques italiennes du XV^e siècle (et leur rôle de matrice de la culture politique européenne ultérieure : que l'on pense au courant historiographique inspiré

¹⁰ On consultera le remarquable essai de Clémence Revest, *Romam veni. Humanisme et papauté à la fin du Grand Schisme*, Paris, Champvallon, 2021, pour un modèle de déconstruction des stratégies d'autopromotion d'un réseau humaniste et de reconstruction de son fonctionnement et de ses stratégies discursives dans le champ politique d'un des grands États italiens au début du quinzième siècle.

par Hans Baron¹¹). Même si la réflexion sur l'humanisme et l'inflexion renaissante en tant que facteur dans les mutations des sociétés italiennes des XIV^e et XV^e siècles et leurs traductions politiques n'est pas l'élément central de l'essai, l'une des grandes réussites de l'*Italie des États territoriaux* est de cerner de manière précise comment l'invention de ces nouveaux langages non seulement s'inscrit dans les évolutions politiques de cette période, mais également les conditionna en modifiant les règles de représentation, mais aussi de négociation intra- et interétatiques.

Les trois débats sur les deux Italies, sur l'âge communal et sur la Renaissance confluent enfin dans un quatrième, d'autant plus difficile à marginaliser qu'il est constitutif des représentations de l'Italie par elle-même depuis son unité : celui concernant un « retard », ou, de manière plus neutre, une voie particulière, un *Sonderweg* qui caractériserait l'Italie tardo-médiévale, renaissante et moderne. À l'instar de, et en parallèle avec l'Allemagne, la Péninsule aurait dû à un ensemble de facteurs et/ou de hasards de ne pas se configurer à la fin du Moyen Âge en un bloc pré-étatique unitaire, semblable aux structures étatiques de l'Europe de

[p. 19]

l'Ouest (France, Angleterre, Portugal, Espagne de l'après 1492...). Elle aurait ainsi poursuivi une histoire différente, rendue plus ou moins consciemment responsable des « accidents » et autres particularismes de l'Italie contemporaine. Un tel questionnement, sans doute relativisé aujourd'hui par la crise des « vieux États nationaux » et par la reconfiguration générale de l'Europe, rappelle surtout à quel point l'histoire de l'évolution des structures politiques du bas Moyen Âge a été et reste conditionnée, un peu partout en Europe, par des problèmes de lecture liés aux mutations des XIX^e et XX^e siècles. Il s'agit donc ici, comme Isabella Lazzarini le fait, de souligner ce conditionnement en s'en distanciant, pour autonomiser l'histoire médiévale et de la première modernité. La complexité, la richesse et l'interdépendance des débats sur les deux Italies, sur le communalisme, sur la Renaissance et sur le *Sonderweg* italiens excluent toutefois un traitement par le mépris. Autant de débats ayant agité l'histoire intellectuelle de l'Italie, mais aussi de l'Europe, voire des États-Unis, à la génération de Benedetto Croce, de Federico Chabod, de Hans Baron, comme encore à celle des maîtres d'Isabella Lazzarini, qu'il importe de neutraliser en les mettant en perspective pour affronter sans distorsions téléologiques l'examen des structures politiques de l'Italie tardo-médiévale et de leurs évolutions.

¹¹ Cf. *infra*, p. ###.

Dans *L'Italie des États territoriaux*, Isabella Lazzarini réussit à déminer ce champ terriblement encombré grâce à un dispositif qui contribue à donner à l'essai son aspect fascinant d'histoire totale. La première partie (« Les instruments »), occupant un petit tiers de l'ensemble, intègre directement dans le discours historique la présentation des innombrables sources documentaires dans leur variété typologique (écritures publiques, ecclésiastiques, privées, chroniques, traités politiques), pour en faire le socle d'un panorama historiographique qui semble réussir l'impossible : présenter en quelques pages les différents stades de la recherche, depuis la génération fondatrice de Ludovico Antonio Muratori (1672-1750) jusqu'aux grands débats de l'Après-guerre, en passant par les entreprises du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. L'histoire est ici dévoilée dans sa dimension de construction dépendant non seulement de la source (et de son caractère fragmentaire), mais aussi de l'ensemble conditionnant de ses interprétations successives (un fait patent pour les chercheurs travaillant sur le bas Moyen Âge italien, qui savent d'expérience que le rythme lent de renouvellement des éditions de textes imposait encore régulièrement de consulter les travaux de Muratori en l'an 2000, et rend encore la recherche dépendante d'une partie des grands cycles d'éditions séculaires des *Monumenta Germaniae Historica* ou des *Rerum Italicarum Scriptores* vingt ans plus tard). Elle est également présentée dans son incomplétude, à travers les lacunes dues à la configuration même des sources et du rythme de la recherche. Le troisième mouvement de cette première partie, débouchant sur une discussion des thèmes et questions concernant l'histoire politique de l'Italie tardo-médiévale et renaissance (liberté et communalisme, tyrannie et seigneurie,

[p. 20]

caractères renaissants, modernes ou régionaux des formations « étatiques »¹²) s'impose naturellement, préparé par cette mise en condition qui, sans déconstruire trop radicalement, démonte avec finesse les mécanismes de création des objets du débat historique analysés dans les deux parties suivantes. Le médiéviste retrouvera dans ces pages des traits communs avec des classiques de l'historiographie italienne du second vingtième siècle, tel que le livre de Paolo Cammarosano sur la structure des sources écrites de l'Italie médiévale¹³. La fusion harmonique de l'histoire des sources et de l'historiographie avec la réflexion historique dépend certainement ici d'une *forma mentis* (autre latinisme aimé des chercheurs italiens : nous dirions « d'un

¹² On utilise ici les guillemets pour souligner qu'Isabella Lazzarini, malgré le titre de l'essai, ne parle dans la version italienne de l'État ('Stato') qu'avec une minuscule ('stato'), pour arriver à une critique sévère de l'usage du concept à l'époque prémoderne dans ses pages conclusives. Voir sur cette question *infra*, p. ###, préface traductologique de Michèle Grévin, et p. ###, postface d'Isabella Lazzarini.

¹³ Paolo Cammarosano, *Italia medievale : struttura e geografia delle fonti scritte*, Rome, La nuova Italia scientifica, 1991.

conditionnement culturel ») italienne : celle qui impose au chercheur de n'accéder à la synthèse qu'en ayant opéré une cartographie parfaite des sources de son sujet, et de son historiographie, parfois au risque de la paralysie, ici heureusement dépassée. La nécessité de reprendre à bras le corps dans son ensemble un débat central de l'histoire italienne souvent traité sous un angle ou un autre a galvanisé l'effort de synthèse.

II. Comparatismes, jeux d'échelles, changements de focales : des analyses emboîtées

Si l'histoire ainsi présentée est totale dans le sens qu'elle suit harmoniquement son sujet de la source et de son interprétation la plus ancienne (en incluant d'ailleurs une réflexion sur les chroniques médiévales elles-mêmes) jusqu'à sa réinterprétation présente, elle se construit aussi par un recours à un ensemble d'outils de présentation à la fois imposés par son objet, et destinés à en cerner les complexités en écartant tout risque de simplification. La seconde partie de *L'Italie des États territoriaux*, « Les structures », forme le centre de l'essai, dont elle occupe presque le tiers. On ne reviendra pas en détail ici sur son premier chapitre (« Les compétitions territoriales »), sauf à noter que, dans ce tableau tracé à grands traits des évolutions des systèmes politiques italiens dans la longue durée des années 1250-1500, s'introduit déjà un triple ou quadruple jeu d'échelle. Il s'agit en effet d'inscrire l'histoire des formations politiques italiennes dans une interaction globale avec des plans à la fois italiens et européens (Empire/Église, systèmes angevins et aragonais, monarchies proto-nationales) qui la conditionnent de manière permanente ou intermittente,

[p. 21]

à l'échelle des grands ensembles régionaux (Florence-Milan-Venise-Rome-Naples) ainsi qu'à celle des États mineurs ou périphériques (Savoie, Gonzague et Este, Sienne...), tout en dessinant la réduction progressive d'une Italie qui, éclatée en centaines d'autonomies politiques vers 1250, devient la péninsule pour l'essentiel divisée en cinq ou six puissances régionales de la paix de Lodi (1454) et de la Ligue Italique du second Quattrocento. Derrière la narration des événements, tendue dans une nécessaire épure aux limites de la schématisation, sans jamais y tomber, s'inscrivent par ailleurs les linéaments d'autres constellations de pouvoir, telles que les ligues, *partes* et autres factions (guelfes et gibelins...) qui structurent à des échelles différentes (cité, *contado*, région, ensembles interrégionaux) les sociétés italiennes. Arrivée à la fin de cette partie plus « événementielle », à un peu moins de la moitié du livre, l'auteur a tracé les cadres de la réflexion, tout précisant sa vision de la nécessité de multiplier les jeux d'échelles pour cerner les mécanismes de l'histoire italienne du bas Moyen Âge et de la Renaissance. Le

système de forces politiques en tension, qui après une longue évolution atteint une sorte d'état d'équilibre (labile) dans la seconde moitié du quinzième siècle s'inscrit certes en tant que sous-système dans celui des pouvoirs politiques européens. Il doit lui-même être analysé en fonction de dynamiques et de réseaux qui le parcourent, et dont les *partes* (« partis¹⁴ ») connues sous le nom de Guelfes et Gibelins (et les réalités mouvantes à travers les siècles qu'elles représentent) ne sont que l'une des expressions. Le lecteur se trouve ainsi en possession d'une histoire de l'Italie qui lui permettra d'inscrire dans un cadre textuel (sources), historiographique et événementiel les données et débats qui vont être analysés dans la seconde moitié de l'essai.

Avec les deux chapitres suivants (« Les structures institutionnelles » et « les formes de la société »), commence en effet une réflexion sur le caractère de ces formations politiques et de leur évolution qui s'organise autour des deux grands pôles de la définition de la nature et des modalités du gouvernement d'une part, des formes de la société (des sociétés...) avec laquelle (lesquelles...) il interagit d'autre part. Sans développer ici l'ensemble des démonstrations données dans ces pages, on soulignera certains points forts qui donnent à la fois une idée de la dimension comparatiste de cette étude et des débats historiographiques sur lesquelles elle s'appuie. Le questionnement sur les « débouchés constitutionnels » des différentes formations « étatiques » est ainsi typique d'une histoire péninsulaire qui se confronte avec des problématiques fort différentes de celles de la construction de l'État royal français ou anglais et de leurs relations avec les structures féodales (en dépit de points de comparaison évidents de ces derniers avec l'histoire monarchique du Mezzogiorno).

[p. 22]

La réflexion constitutionnaliste emprunte ici de manière féconde à l'historiographie de langue allemande (Hintze, Brunner, Oestreich), en partie confrontée aux mêmes problèmes, pour définir la nature de ces constructions politiques, qui tirent leurs légitimités de sources extraordinairement diverses : Église, Empire (à travers les vicariats, et les créations de duchés ou principautés), autolégitimation communale, constructions de modèles hybrides seigneuriaux ou crypto-seigneuriaux opérant un choix dans une panoplie complexe d'instruments de légitimation endogènes ou externes... L'évocation de la « croissance des appareils de gouvernement » implique quant à elle une réflexion aussi bien sur les techniques de confrontation (guerres diplomatiques, spécialités d'Isabella Lazzarini, comme conflits guerriers), que sur le développement de la fiscalité, les changements des pratiques de justice

¹⁴ Sur le problème de traduction du latin *pars*, et de ses équivalents italiens en français pour qualifier Guelfes et Gibelins, cf. *infra*, préface traductologique de Michèle Grévin, p. ###.

entendues comme mode de domination/régulation, la croissance des offices et des bureaucraties. Le jeu consiste ici à opérer la bascule entre une série d'esquisses comparatistes entre les différents espaces politiques. Naples, la Sicile insulaire, Florence, Milan, la papauté et Venise s'y taillent la part du lion, sans éclipser les possessions des Este et des Gonzague, la Savoie, les États mineurs survivant au XV^e siècle. Une analyse lexicale fine du livre montrerait sans doute que les États vaincus dans la compétition du XIV^e siècle et qui disparaissent au XV^e siècle, tels que Pise, la Padoue des Carrare ou la Vérone des Scaligeri, ont été tendanciellement relégués au second plan dans la démonstration, tout en restant bien présents dans ces pages¹⁵. Il s'agit avant tout de comparer une dizaine d'entités qui se transforment dans l'arc chronologique de l'essai. Le concept de comparatisme est toutefois relativement peu invoqué, même si un comparatisme interne sous-tend dans une certaine mesure l'ensemble du volume. C'est qu'Isabella Lazzarini pose ici les fondements d'une grammaire commune d'un espace politique péninsulaire conçu comme une unité, où la communauté de langages et de stratégies politiques l'emporte sur les différences, grammaire dont les règles seront explicitées dans la troisième partie. La validité de ce postulat variera toujours en fonction de la focale. Une histoire axée sur les stratégies culturelles et communicationnelles ne peut toutefois qu'être sensible à la symbiose politico-culturelle du Quattrocento,

[p. 23]

qui transcende spectaculairement les clivages nord-sud¹⁶. Cette dialectique se servant de la comparaison pour dégager les spécificités, tout en mettant en valeur l'existence d'un modèle commun se lit de manière transparente dans la réflexion sur les « configurations territoriales ». Le basculement vers les « formes de la société » forme le second grand temps qui permet à Isabella Lazzarini de casser l'image traditionnelle de la construction « étatique », entendue comme une imposition verticale (selon le modèle, ici anachronique, de l'absolutisme monarchique), en envisageant cette fois les fonctionnements politiques de manière plus

¹⁵ Une telle stylisation était nécessaire, en fonction d'une stratégie discursive qui indique des perspectives partant de l'émiettement de 1250 pour arriver à la concentration territoriale entre les « grandes puissances régionales » (Venise, Milan, Rome, Naples...) de 1450. Une interrogation électronique grossière de la version italienne (références bibliographiques comprises) laisse apparaître les proportions suivantes : Naples 65 ; Milan 69 ; Florence 77 ; Rome 119 (mais le jeu est ici faussé par la superposition entre l'Église, la référence aux modèles antiques et l'État pontifical dans la narration) ; Venise 51 ; Savoie 10 ; Este (avec les adjectifs '*estense/estensi*') 19 ; Mantoue (avec les Gonzague) 20, Sienne 6, Pise 26, Lucques 20, Padoue 15, Vérone 5... les formations politiques mineures du quinzième siècle ou les formations politiques absorbées ou marginalisées après 1400 (Pise, Padoue, Lucques), restent donc bien représentées, sauf dans un ou deux cas (Vérone), même si les « grands » du Quattrocento se taillent la part du lion.

¹⁶ Ce que prouve avec force l'histoire politique de l'humanisme méridional, actuellement en plein réveil. Cf. Fulvio Delle Donne, *Alfonso il Magnanimo e l'invenzione dell'umanesimo monarchico : ideologia e strategie di legittimazione alla corte aragonese di Napoli*, Rome, Istituto Storico per il Medioevo, 2015.

horizontale, dans leur dimension d'interaction entre des groupes sociaux variés. Les problématiques déjà dégagées sont reprises, à front renversé : une réflexion de synthèse débordant largement les cadres chronologiques de l'essai sur la démographie et la croissance des sociétés péninsulaires permet ainsi de repenser le rapport ville/campagne (et les assises de la fiscalité). Ici, la possibilité d'un comparatisme interrégional joue à plein pour rappeler la fluidité des définitions sociales en partie articulées autour du concept difficile à traduire en français d'éminence (traduit alternativement par prééminence ou éminence¹⁷). Si le laboratoire florentin, avec sa stigmatisation du groupe des magnats à la fin du XIII^e siècle, et la définition du *popolo* comme groupe dirigeant, permet de rendre compte de la souplesse de cette « grammaire de la société tardo-communale » et de ses évolutions, les coups de projecteurs sur les mécanismes de formation et d'évolution des noblesses et groupes dirigeants de la Sicile insulaire ou du royaume de Naples dévoilent une ductilité à l'opposé de l'image caricaturale d'une société féodale figée. La fixité, relative, se retrouverait plutôt dans la Venise du Trecento et du Quattrocento, dont le républicanisme est exalté par les humanistes au service de la propagande de la Sérénissime, mais qui, après la clôture du Grand Conseil (1297-1319), ne voit qu'un renouvellement des plus restreints de ses élites dirigeantes. Émerge alors, scandé par l'invocation d'une définition de l'État due à Giorgio Chittolini comme « un système d'institutions, de pouvoirs et de pratiques » le tableau d'un système « étatique » différent de celui de l'État renaissant des historiographies traditionnelles. L'historien n'est plus en présence d'une préfiguration plus ou moins achevée (et dont l'inachèvement symboliserait plus ou moins consciemment l'échec relatif) de l'État absolutiste « à la Louis XIV », voire de l'État contemporain du XIX^e siècle. Il se trouve devant une configuration politique qui n'est pas seulement un espace

[24]

de contrôle pour un pouvoir tentant de réguler au mieux de ses intérêts un ensemble de conflits sociaux, tout en affrontant d'autres pouvoirs. Il s'agit plutôt d'un espace de négociation permanent, à travers des outils variés, entre ce pouvoir et des groupes de natures diverses (cités-États englobées mais conservant une part de leur autonomie, réseaux et autres *consorterie*, zones géographiques à autonomie différenciée). Se dévoilent alors les conditions d'un fonctionnement socio-politique original, enfin dégagé de l'hypothèque représenté par les débats historiographiques (Nord/Sud, commune proto-démocratique/seigneurie, Sonderweg italien...) liés à l'histoire contemporaine.

¹⁷ Cf. sur cette question la préface traductologique de Michèle Grévin.

III. Quels « États » (états...) pour quelles sociétés ? Un débat inachevé... et ses suites

La troisième partie, « Les Dynamiques », la plus courte, n'est pas qu'un bilan. Elle repart de cet éclairage débarrassé d'un certain nombre de malentendus, et ayant orienté la réflexion vers les systèmes politiques italiens et leur évolution hors des débats historiographiques traditionnels, pour reprendre une dernière fois la question du sens à donner à l'évolution des structures politiques péninsulaires entre 1250 et 1500, en suivant une double ligne de crête. Il s'agit en premier lieu de vérifier une dernière fois l'existence d'un « système des États italiens » du quinzième siècle en tant que réseau d'entités politiques majeures (autour desquelles gravitent des satellites) interagissant en fonction d'un langage commun. Si l'examen des outils du contrôle politico-diplomatique ou de la complémentarité militaire précise des points déjà en partie abordés, la réflexion sur les interactions provoquées par les relations communes avec le monde ecclésiastique, ou sur la circulation des ressources permet de préciser ces complémentarités. L'analyse de la profondeur et les limites d'une intégration qui concerne à la fois les ressources économiques (vieuse question à l'échelle européenne !), et les circulations d'hommes et de savoirs pose une dernière fois la question des modalités d'une culture politique commune. Une des innovations les plus sensibles des recherches de la décennie 1990, dans lesquelles Isabella Lazzarini a tenu une part déterminante, prolongée dans les décennies suivantes, concerne la mise en évidence de l'élaboration de langages pragmatiques (d'administration, de gestion, de négociation) partagés à travers une culture de chancellerie unitaire, envers mal exploré de la façade humaniste¹⁸. Il s'agit certainement là de l'une des plus belles démonstrations

[p. 25]

de l'unité réelle de l'espace politico-culturel italien vers 1450-1500. Même dans un pays traditionnellement sensible à l'analyse textuelle et linguistique des sources, un tel acquis de la recherche était difficilement pensable avant les révolutions dans l'analyse des textes dits « pragmatiques » initiées durant les années 1980¹⁹. C'est néanmoins avec une réflexion sur les

¹⁸ Pour un prolongement historiographique récent de cette enquête de matrice essentiellement franco-italienne, cf. Arnaud Fossier, Johann Petitjean, Clémence Revest éd., *Écritures grises. Les instruments de travail des administrations (XII^e-XVII^e siècle)*, Paris, École des chartes-École française de Rome, 2019, incluant notamment un article d'Isabella Lazzarini, « L'ordine delle cose e l'ordine dei testi. Liste, indici e inventari nei registri di governo dei principati italiani del tardo medioevo », *Ibid.*, p. 315-328.

¹⁹ On consultera à ce sujet en français le bilan historiographique d'Isabella Lazzarini, « De la 'révolution scripturaire' du Duecento à la fin du Moyen Âge : pratiques documentaires et analyses historiographiques en Italie », dans Benoît Grévin, Aude Mairey éd., *Le Moyen Âge dans le texte*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2016, p. 277-294 (également en version électronique, <https://books.openedition.org/psorbonne/28785>).

formes du pouvoir interrogeant « la nature de l'État » et « les pratiques et instruments du pouvoir » que se termine l'essai, pour réitérer la nécessité de penser de manière autonome « l'État » (« l'état »...) italien renaissant, espace politique différent de l'État absolutiste ou contemporain, à la fois dans ses pratiques d'intégration de communautés, et dans le développement de processus de légitimation, de communication, et de justification de son existence. La conclusion du livre, nerveuse et courte, en rappelle l'orientation. La phrase finale a gardé son caractère provocateur. En dépit du bouleversement géopolitique qui voit la péninsule devenir un champ de bataille entre la France et la nouvelle monarchie d'Espagne, avant de passer en grande partie sous la domination de cette dernière, la rupture des guerres d'Italie (l'après 1494) voit bien la fin d'une époque et d'un cycle d'expérimentations, mais non nécessairement le cataclysme traumatique que la représentation romantique et contemporaine en a fait. Les sociétés politiques italiennes se continueront dans ce nouveau contexte. La densité du style incite le lecteur à prolonger le raisonnement esquissé par l'auteurice en introduction, au moment de définir la chronologie de l'essai. La volonté de considérer les années 1494/1520 comme une césure violente dépend en effet à la fois d'une vision traditionnelle et surtout évolutionniste de l'histoire, mais aussi d'un jeu d'échelles. Un changement géopolitique majeur ne signifie pas nécessairement le bouleversement des pratiques politiques et sociales locales. La série des *tavolette di biccherna*, ces couvercles peints et écrits, représentation raffinée des pouvoirs et symboles d'une élite dirigeante placés sur les coffrets contenant les registres annuels de la *biccherna*, la magistrature comptable de Sienne, pourrait être prise comme le symbole de cette continuité. Commencée à la fin du treizième siècle dans une ville pleinement indépendante, et encore l'égale politique de Florence, cette série ne s'interrompt pas plus avec la descente de Charles VIII en Italie, fin de l'âge d'or des États régionaux italiens, qu'avec l'annexion de la ville par les Médicis en 1559. Elle durera jusqu'au XVIII^e siècle. La complexité des jeux d'emboîtements de pouvoirs italiens et de leurs évolutions dans la longue durée du bas Moyen Âge, de la Renaissance et de l'époque moderne suggère de déconstruire les

[p. 26]

grandes divisions liées à l'histoire événementielle la plus spectaculaire, pour interroger d'autres formes de permanences et de mutations, à la fois au niveau des pratiques de gestion des hommes, et de leurs représentations. L'histoire modélisée par Isabella Lazzarini a pour limites officielles la mort de Frédéric II Hohenstaufen en 1250 et les premiers bouleversements des Guerres d'Italie, à partir de 1494, mais sa signification ne se trouve pas dans ces deux bornes. Elle doit être cherchée dans la reconstruction d'une histoire politique totale, liée aussi bien à l'étude des instruments comptables ou des récoltes annuelles qu'à celle des factions ou groupes de

pressions locaux, à l'examen de l'historiographie médiévale, moderne et contemporaine qu'à la prise en compte des accidents dynastiques et géopolitiques.

L'Italie des États territoriaux est paru dans sa version originale en 2003. Isabella Lazzarini a tenu à y imprimer sa note personnelle, et à livrer son interprétation de l'histoire italienne de l'arc chronologique 1250-1500 tout en donnant également à ce livre la dimension d'un témoignage de génération. Un dispositif de renvois en plein texte, conservé dans la version française, invoque en permanence la pléiade de chercheurs de trois générations, souvent spécialistes de grands secteurs régionaux, tous débateurs passionnés de la nature des constructions politiques italiennes des XIII^e-XV^e siècles, sur la lecture desquels elle s'est appuyée de manière polyphonique pour construire cet essai. Il s'agissait certes de souligner pour l'étudiant italien le caractère collectif de la recherche en histoire dans son aspect scientifique, mais aussi, sans doute, de rappeler les contours d'un groupe (d'un « réseau » ?) dont les membres les plus jeunes contribuaient alors à leur tour à renouveler les cadres interprétatifs et les méthodes de divulgation de l'histoire médiévale italienne. Ce sont, en partie, les mêmes chercheurs qui fondaient, quelques années avant la rédaction de *L'Italie des États territoriaux*, la revue et le site internet *Reti medievali* (premier numéro paru en 2000²⁰), haut lieu des débats sur l'évolution des structures politiques de l'Italie tardo-médiévale.

À vingt ans de distance, l'essai de 2003 reste d'actualité. L'ouvrage collectif classique codirigé par Andrea Gamberini et Isabella Lazzarini *The Italian Renaissance State*, paru à Cambridge en 2012 et en version italienne en 2015, sous le titre *Lo stato del rinascimento in Italia, 1350-1520*, remplit en grande partie les cadres tracés par *l'Italia degli stati territoriali*, en en proposant en quelque sorte une version étendue, collective et actualisée (mais restreinte aux années 1350-1520, donc n'intégrant pas au même degré un certain nombre de débats, sans pour autant négliger la continuité

[p. 27]

avec le premier seizième siècle)²¹. La première partie de ce volume bien plus massif, construit par une équipe d'historiens à dominante italienne, interroge les différents espaces italiens selon

²⁰ Le premier numéro de la revue paraît en 2000. Ce site est actuellement hébergé par l'Université Federico II di Napoli. Cf. <http://www.rm.unina.it>

²¹ Andrea Gamberini et Isabella Lazzarini (dir.), *The Italian Renaissance State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012 ; trad. it. *Lo stato del Rinascimento in Italia, 1350-1520*, Rome, Viella, 2014.

les mêmes problématiques globales d'unité globale en dépit des spécificités²², tandis que la seconde partie reprend un ensemble de questions structurelles. L'une des deux lacunes évoquées par Isabella Lazzarini dans la postface écrite pour cette traduction, à savoir l'absence d'une dimension genrée d'histoire de l'Italie²³, y est d'ailleurs comblée, grâce à une contribution de Serena Ferente²⁴. De nombreux essais italiens parus ces deux dernières décennies ont par ailleurs continué à examiner la question du devenir des structures politiques de l'Italie des XIII^e-XV^e siècles, en traçant le sillon d'une perception fine des mécanismes de négociation entre pouvoirs et acteurs sociaux, et de l'invention des langages politiques, pleinement autonomisée par rapport aux risques de rétroprojections des structures de l'État moderne. Dans *la Legittimità contesa. Costruzione statale e culture politiche (Lombardia, XII-XV sec.)* [La légitimité contestée. Construction étatique et cultures politiques (Lombardie, XII^e-XV^e siècles)] paru à Rome en 2016, Andrea Gamberini, le co-éditeur de *The Italian Renaissance State*, suit cette logique pour l'espace lombard et en particulier milanais²⁵. Tout comme Isabella Lazzarini dans *L'Italie des États territoriaux*, il emploie « stato » plutôt que « Stato » pour parler de l'État...

À travers un livre imposant, publié en 2021, Isabella Lazzarini a récemment livré les fruits des suites de ses réflexions sur la nature des sources documentaires produites par les « États » italiens des quatorzième et quinzième siècles, et sur la signification de leur examen par l'historien²⁶. Le livre de 2003 postulait déjà que les sources gouvernementales n'étaient pas seulement le reflet documentaire de leur temps, dont la forme devait être soigneusement interprétée en dépit des pertes et au-delà des déformations et interprétations historiographiques, pour reconstituer l'histoire de ces sociétés, mais qu'elles constituaient également l'une des matrices qui avaient créé l'histoire de leur temps, en conditionnant le fonctionnement de la société, son organisation, sa représentation. La démonstration était

[p. 28]

²² *The Italian Renaissance State* propose une version encore plus capillaire de l'examen des spécificités régionales italiennes, puisqu'il comprend un chapitre détaillé sur la Sardaigne, un autre sur les États de la maison de Savoie, un autre sur les structures politiques des espaces correspondant au Trentin-Haut Adige (historiquement Tyrol du Sud) et du Frioul... Le désir de complétude suit ici clairement la géographie actuelle de l'Italie politique (introduisant d'ailleurs des débats intéressants sur des espaces de culture politique intermédiaire entre, par exemple, l'Italie et l'Allemagne médiévales).

²³ Voir *infra*, p. 207.

²⁴ Serena Ferente, « Women and the state » dans *The Italian Renaissance State*, A. Gamberini, Isabella Lazzarini (dir.), Cambridge University Press, 2012, p. 345-367.

²⁵ A. Gamberini, *La legittimità contesa. Costruzione statale e culture politiche (Lombardia, XII-XV sec.)*, Rome, Viella, 2016.

²⁶ I. Lazzarini, *L'ordine delle scritture. Il linguaggio politico del potere nell'Italia tardo-medievale*, Rome, Viella, 2021.

esquissée, dans l'espace consenti par la stylisation d'une synthèse. Elle débouche à présent dans un mouvement de systole sur cet essai de grande ampleur. Tant dans le parcours d'une historienne, que dans celui d'une génération, *L'Italie des États territoriaux* apparaît ainsi comme un prisme à l'aide duquel il est possible d'examiner comment deux siècles de débats historiographiques ont fini, dans l'Italie de la fin du XX^e siècle, par donner à la réflexion sur les caractéristiques de l'État prémoderne une acuité que la forme même de l'histoire italienne stimulait. Ce livre apparaît aussi comme un guide, qui suggère les lignes de force à partir desquelles l'historiographie du Moyen Âge tardif et de la Renaissance s'est développée et se développe encore dans l'Italie du XXI^e siècle.